

NUCLÉAIRE. La phase 2 du projet « Convergence » a été détaillée aux représentants du personnel

À Orano, pas de licenciements, mais 132 postes en moins

LA DEUXIÈME phase du projet « Convergence » a été présentée dans le cadre d'un comité social et économique extraordinaire hier, à Orano.

« Nous avons annoncé le projet *Convergence* en juin 2021, et nous faisons un point d'avancement », a détaillé la direction de l'entreprise nucléaire. En découle la présentation de la deuxième phase et l'annonce de la suppression de 132 postes au sein de l'entreprise d'ici 2027. « Il n'y aura aucun licenciement mais des départs en retraite et préretraite », détaille l'entreprise. Ils s'ajoutent aux 65 suppressions déjà annoncées en août 2021.

Un projet lancé en 2019

Le syndicat Sud se dit « choqué » par l'annonce. La CGT parle d'économies « faites une fois de plus sur le dos des salariés ». Mais les deux syndicats ne sont pas surpris. « Nous avons déjà eu l'information de la suppression de 65 postes l'an dernier avec le déploiement de la phase 1. Nous savions que la direction espérait 20 millions d'économie. Nous avons fait le calcul et nous étions parvenus à ce chiffre », détaille Romain Travers, délégué CGT.

Le projet *Convergence* a été lancé en 2019 et prévoit une réorganisation du site de pro-



→ L'usine UP3 accueillera une salle de conduite qui mutualisera la majorité des salles de conduite actuelles d'UP3 et UP2 800 de l'usine de la Hague.

duction. La première phase, présentée en juin, porte sur un regroupement des fonctions dites « support », à savoir administratives, de communication, de sûreté. Elle consiste à réunir une trentaine de bureaux éclatés sur le site dans un seul bâtiment. « Le génie civil du bâtiment est terminé, il devrait être opérationnel d'ici mi-2023 », détaille Orano.

La deuxième phase consiste,

à mutualiser la majorité des salles de conduite des usines UP2 800 et UP3. « Nous avons actuellement deux salles de conduite qui gèrent deux flux de production. L'idée est de passer à une seule salle de conduite pour la gestion des deux flux », détaille encore l'entreprise. La nouvelle salle, basée alors dans l'usine UP3, sera alors totalement équipée de nouveaux supports infor-

matiques. « Nous avons un outil datant des années 80. Nous ne pouvons que nous féliciter de cette modernisation, avoue le syndicaliste CGT. Avec cette technologie, de nombreux relevés seront automatisés. »

En résultent un allègement de la charge de travail des opérateurs et un moindre besoin d'encadrants. Les syndicats mettent cependant en garde.

« Encore faut-il que l'outil soit parfaitement fiable et adapté. Nous attendons également de connaître les nouvelles charges de travail », s'inquiète Romain Travers. « Nous nous interrogeons sur l'objectif de la direction d'envoyer un signal si négatif au moment où il faudrait au contraire maintenir l'emploi, améliorer l'attractivité et permettre une montée en compétences pour assurer le déve-

loppement et la pérennité de la filière du traitement recyclage », dénonce Arnaud Lemaître, du syndicat Sud.

« Nous ne serons plus 2 500 mais 2 300 »

« Le bassin d'emploi se trouvera grandement affecté par la suppression de ces 197 postes (132 + 65) », ajoute le syndicat Sud dans un communiqué. Mais la direction relativise. « Cette nouvelle organisation prévoit, de 2022 à 2027, quelque 350 départs, et 200 ne seront pas renouvelés, c'est vrai. Mais 70 seront en mobilité interne et 300 seront recrutés d'ici 2025 pour remédier aux divers mouvements et départs en retraite. Il n'y a aucun licenciement, et au contraire, nous continuons de recruter », argue la direction Orano.

Des arguments qui laissent les syndicats sceptiques. « Oui, Orano continue d'embaucher pour pallier les départs en retraite, conclut Arnaud Lemaître. Mais nous ne serons plus 2 500 mais 2 300. Ce n'est ni un bon signal, ni une bonne nouvelle pour le bassin d'emploi du Cotentin. »